

ONEP et Dieudonné Ngoubou La guerre de tranchées !

Le 17 octobre dernier, les agents de Maurel & Prom Gabon ont déclenché une grève suite au refus catégorique du directeur de la société, Christophe Blanc, de reprendre les 11 salariés absents le 23 septembre dernier et de payer le bonus de performance s'élevant à 1 500 000 Fcfa par agent. Non content du déclenchement de ce mouvement de grève, le ministre émergent du Pétrole gabonais, Etienne Dieudonné Ngoubou, en véritable va-t-en guerre, a sorti des mesures énergiques pour faire plier l'Onep.

Les deux camps ont sorti l'artillerie lourde et se pilonnent à souhait. C'est Etienne Dieudonné Ngoubou qui, pour défendre son pétrole dont la production est mise en péril par ces « excités » de l'Onep qui ont osé brandir la grève, a ouvert les hostilités. La riposte de l'Onep ne s'est pas fait attendre. Elle a tiré à boulets rouges sur le ministre. L'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) a pondu un droit de réponse suite au communiqué du ministre du Pétrole, Etienne Dieudonné Ngoubou, qui s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger Maurel & Prom actuellement empêché par l'Onep de réaliser des engagements contractuels avec l'Etat.

Les travailleurs des sites Onal et Coucal et de la base de Port-Gentil ont réduit la production depuis le mardi 18 octobre à 22 heures. On est passé de 28 000 barils par jour à 5 000. Malgré la baisse de la production, qui impacte les finances du pays, le directeur refuse de revenir sur la table des discussions avec les partenaires, mais prend des mesures.

Sortant enfin du bois, Etienne Ngoubou a pondu un communiqué où l'on peut lire en substance : « les grévistes sur les sites de production agissent au mépris de la loi et mettent en péril les installations de production et de transport des hydrocarbures... Toutes les mesures nécessaires à la protection des personnes et des biens seront prises pour garantir la sécurité des investissements de la société Maurel Et Prom Gabon ainsi que celle de ses employés dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur ».



Joint au téléphone par nos confrères de **Gabon actu.com**, le secrétaire général de l'Onep, Mayabi Binet, a affirmé que la sortie du ministre exprimait la volonté du gouvernement de « relancer la totalité de la production de force par l'utilisation de l'armée gabonaise et de neutraliser tout le personnel en grève sur les sites d'Onal et Coucal (90 % des effectifs) ». Un acte que le syndicaliste condamne : « C'est grave ! Ca frise la dictature, l'aliénation du droit de grève des travailleurs du secteur pétrolier et activités connexes du Gabon ». Dans un point de presse tenu le mercredi 19 octobre à Port-Gentil, ce même secrétaire général de l'Onep a fait état de l'emploi des forces de l'ordre sur les sites Coucal et Onal. Le lundi 17 octobre, aux environs de 17 heures, le site Onal a été investi par huit gendarmes, puis par une douzaine le jour suivant. À l'origine de cette grève, il faut revenir sur cette lettre de l'Onep du 22 septembre dernier adressée aux employeurs et aux salariés du secteur pétrolier. La correspondance demandait aux

employeurs de libérer leur personnel afin que chacun soit proche de sa famille dans la perspective de la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle. Le syndicat craignait une nouvelle flambée de violences comme le 31 août dernier lorsque le ministère de l'Intérieur avait annoncé la victoire du président sortant Ali Bongo Ondimba. Plusieurs salariés du pétrole étaient coincés dans les sites pétroliers loin de leur famille. Ce qui était source de graves inquiétudes.

Onze salariés de Maurel & Prom sont donc sortis du site pétrolier d'Onal, dans la province du Moyen-Ogooué, en application de cette lettre. La direction, en colère, décide alors de prendre des mesures disciplinaires, dont le licenciement de ces travailleurs.

Les discussions conduites par l'Inspecteur spécial du travail chargé du secteur pétrolier (Istrap) les jeudi 13 et vendredi 14 octobre 2016 n'ont pas permis de fléchir la position de la direction de Maurel & Prom. L'Onep a donc déposé un préavis de grève qui a expiré le

15 octobre dernier à minuit.

Les grévistes exigent l'annulation de la procédure de sanction engagée par la direction générale de Maurel & Prom contre les onze salariés, la réintégration à leurs postes de travail respectifs avec paiement des salaires et primes correspondants à la période de suspension pour contribuer au maintien de la paix sociale au sein de l'entreprise. Ils réclament aussi un bonus annuel au regard des bons résultats réalisés l'année dernière.

Selon Etienne Ngoubou, « le gouvernement constate que les membres adhérents de l'Onep, grévistes sur les sites de production de la société Maurel & Prom (Onal et Coucal), agissent au mépris de la loi et mettent en péril les installations de production et de transport des hydrocarbures ». À ce sujet, le membre du gouvernement a notamment déploré le lancement du mouvement de grève alors que le préavis et les négociations y afférentes étaient toujours en cours. Dans le même sens, le ministre du Pétrole s'est indigné de la tentative de prise de contrôle par la force, le 17 octobre, de l'outil de production par les agents grévistes en dépit de la présence d'éléments de la gendarmerie nationale.

Une tentative qui s'est répétée le lendemain. « Le 18 octobre, alors que toutes parties se trouvaient en pleine négociations à Port-Gentil, au siège de la société, les employés grévistes ont pris d'assaut le centre de contrôle des opérations de production d'Onal, dans le dessein d'arrêter toute production et empêcher les non-grévistes de leur liberté de travail », a relaté Etienne Ngoubou.

Suite en page 8

Le Mbandja
Hebdomadaire
d'informations
générales

Une publication du groupe

Miprescom Sarl

Capital : 1 000 000 de
Fcfa

RCCM : 2015B17572

N° statistique : 041201 C

Siège social : Derrière-
la-prison (Galeries Saint
Georges)

Rédaction :

BP : 19 242 Libreville

Tél : 06.06.51.13

E-mail :

le_mbandja@yahoo.fr

Directeur de la
Publication

Rédacteur en chef

Guy Pierre Biteghe

Directeur de la Rédaction

Laurent Léogou

Editorialiste

Honorine Mboumba

Secrétaire de rédaction

Hippolyte Biteghe-bi-Aboghe

Journalistes :

Jean Molière Epondoma

Afane Ayare

Georges NKombé Kala

Mhyss Abeng

Justin Mbatchi

Odette Melighe

A collaboré :

Jacky Mondjo

Imprimerie : Multipress

Distribution : Sogapresse

Tous droits de

reproduction réservés

Dépôt légal : D. L. B. N.

2 389 du 26/10/2016

Tirage 7 000 exemplaires